

--	--	--	--	--	--	--	--	--

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE ECOLOGUE POUR LE PROJET DE CONSTRUCTION D'UN ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE A VANNES (56)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MAITRISE D'OUVRAGE :

Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice
Immeuble Okabe
67 av. de Fontainebleau
94270 Le Kremlin-Bicêtre

SOMMAIRE

1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
2	DEFINITION DES PARTIES	4
2.1	Le pouvoir adjudicateur	4
2.2	Le titulaire	4
2.3	Le groupement de conception-réalisation	4
2.4	Le Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan	4
2.5	Sous-traitance envisagée.....	5
2.6	Lieu d'exécution	5
3	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
3.1	Pièces particulières :	5
3.2	Pièces générales :.....	5
4	REPRESENTANT DU TITULAIRE	5
5	CONNAISSANCE DES CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
6	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
6.1	Prestations exécutées par bons de commandes	6
6.2	Prestations exécutées par marché subséquent.....	7
6.3	Clause de non-exclusivité	8
6.4	Règlement des prestations non prévues.....	8
6.5	Contraintes d'accès aux sites	8
7	DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE TITUAIRE	8
8	MODALITES DE DECLenchement ET D'ACHEVEMENT DES PRESTATIONS	8
8.1	Modalités de déclenchement.....	9
8.2	Modalités d'achèvement	9
	Délais de vérifications.....	9
	Décision	9
8.3	Gestion des documents	9
	Documents à remettre par le maître d'ouvrage.....	9
	Documents à remettre par le titulaire	9
	Gestion électronique des documents	9
9	DELAIS ET PROLONGATION.....	10
9.1	Délais d'exécution.....	10
9.2	Prolongation du délai d'exécution.....	10
10	VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	10
10.1	Contenu des prix	10
10.2	Révision des prix	10
10.3	Répartition des paiements	11
10.4	Modalités de versement de l'avance	11
10.5	Modalités de paiement.....	12
10.6	Transmission des acomptes.....	12
10.7	Paiement des sous-traitants	13
11	PENALITES	14
12	CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	15
12.1	Confidentialité	15
12.2	Mesures de sécurité	16
13	RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....	16
13.1	Arrêt de l'exécution des prestations	16
13.2	Résiliation du fait du maître de l'ouvrage	17
13.3	Résiliation aux torts du titulaire	17
13.4	Résiliation aux frais et risques du titulaire.....	17
14	EXCLUSIVITE ET CONFLITS D'INTERETS	17

14.1	Exclusivité d'achat auprès des titulaires.....	17
14.2	Conflits d'intérêts.....	17
15	<u>OBLIGATION POUR LE TITULAIRE DE TRANSMETTRE LES PIÈCES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ ET TRAVAILLEURS DÉTACHÉS.....</u>	18
	Obligations du titulaire au titre du détachement des salariés	18
16	<u>RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES</u>	18
16.1	Responsabilités.....	18
16.2	Assurances	19
17	<u>RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS.....</u>	19
18	<u>DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX</u>	19

1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur le volet écologique pour le projet d'établissement pénitentiaire de Vannes (56).

En effet, le projet d'établissement pénitentiaire prévoit des impacts résiduels significatifs sur les zones humides et sur les espèces protégées. En réponse aux impacts, des mesures compensatoires ont été définies, d'une surface d'environ 6 ha, visant à restaurer des landes et des zones humides.

Dans ce contexte, l'objet de l'accord cadre est d'apporter une assistance à maitre d'ouvrage sur le volet biodiversité avant, pendant et après la réalisation des travaux sur le site d'implantation du projet et la mise en œuvre de la compensation écologique.

➔ Description des missions :

Le présent accord-cadre est composé des missions suivantes :

- Mission M1 : Coordination globale du suivi des mesures compensatoires
- Mission M2 : Rédaction des plans de gestion des sites concernés
- Mission M3 : Suivi des travaux durant toute la durée du chantier sur le site d'implantation
- Mission M4 : Suivi des travaux de renaturation des milieux naturels sur les sites compensatoires
- Missions M5 : Suivis naturalistes durant les 3 premières années après la fin des travaux sur le site du projet
- Mission M6 : Missions complémentaires

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) relatif au présent accord-cadre donne le détail des missions.

2 DEFINITION DES PARTIES

2.1 Le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur, aussi appelé maître d'ouvrage, est la personne morale définie comme telle à l'Acte d'Engagement.

2.2 Le titulaire

Le titulaire, aussi appelé prestataire, est défini à l'Acte d'Engagement.

Le titulaire s'engage, pour l'exécution de sa mission, à affecter le personnel prévu dans sa proposition tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation.

2.3 Le groupement de conception-réalisation

Le groupement de conception-réalisation réalise les études de conception et les travaux de construction de l'établissement pénitentiaire. Il a notamment en charge la réalisation des mesures ERC sur le site du projet.

2.4 Le Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan

Le PNR réalise les travaux de restauration des sites compensatoires hors emprise du projet.

Une convention Public-Public est en cours de signature entre l'APIJ et le PNR, elle sera communiquée au titulaire de l'accord-cadre dès sa notification.

2.5 Sous-traitance envisagée

Pour la déclaration de sous-traitants en cours d'exécution de l'accord-cadre, les dispositions des articles L2193-5 à L2193-7 du code de la commande publique sont applicables.

2.6 Lieu d'exécution

Les prestations s'effectueront en grande partie dans la commune de Vannes (56), et ponctuellement au Kremlin-Bicêtre (94) au siège de l'APIJ.

Les prix sont réputés comprendre, notamment toutes les sujétions nécessaires à la réalisation des missions, en ce compris les frais de transport, d'hébergement, de repas, etc. de l'ensemble des intervenants mobilisés par le titulaire

3 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

3.1 Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Acte de sous-traitance relatif à la sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi,
 - Annexe 2 : Bordereau de prix unitaires (BPU) avec répartition des paiements par co-traitants dont le caractère contractuel se limite aux prix unitaires, pour les missions passées par marchés subséquents, les prix indiqués au BPU sont des prix plafonds.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les bons de commande et marchés subséquents au fur et à mesure de leur notification ;
- L'offre établie par le titulaire, dont les engagements ne sont contractuels que s'ils vont au-delà des exigences du CCAP ou du CCTP ;

3.2 Pièces générales :

- Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini en première page de l'acte d'engagement,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

4 REPRÉSENTANT DU TITULAIRE

Dès la notification du présent accord-cadre, le titulaire désigne le responsable qualifié pour le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour piloter la mission et pour signer au cours de l'exécution de l'accord-cadre tous les documents prévus au présent CCAP.

Il respectera les modalités de changement d'intervenant détaillées ci-dessous.

En cas de changement de la personne physique et par dérogation à l'article 3.4.3. du CCAG-PI, le titulaire propose au Maître d'Ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'accord du Maître d'Ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement finalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur adressée au titulaire.

Si le Maître d'Ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus, pour lui proposer une autre personne physique.

A défaut, ou si le Maître d'Ouvrage récusé également ce remplacement, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à tout nouveau remplaçant désigné pour le remplacer ou lui succéder.

Il s'engage pareillement à faire connaître au représentant du pouvoir adjudicateur toutes modifications intéressant la structure juridique ou économique de l'entreprise visées à l'article 3.4.2 du CCAG-PI.

5 CONNAISSANCE DES CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- Avoir apprécié les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités ;
- Avoir examiné toutes les indications de tous les documents du dossier de consultation, s'être assuré qu'elles sont suffisantes et concordantes, et avoir obtenu, le cas échéant, tous les renseignements complémentaires auprès du pouvoir adjudicateur.

Pour chacune des missions, le titulaire prévoit toutes réunions et ou tout entretiens nécessaires au bon déroulement de ses missions.

6 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Toutes les stipulations contractuelles ne pouvant être fixées préalablement, l'accord-cadre s'exécutera :

- par l'émission de bons de commande pour les missions M1, M2, M3 et M4 et M5,
- et par marchés subséquents pour les éléments de mission M6, qui feront l'objet d'une demande de devis de la part de la Maîtrise d'ouvrage, établis dès que cela sera possible avec la limite des prix plafonds définis au Bordereau de Prix Unitaires.

L'objet et les caractéristiques de ces prestations seront communiqués plus précisément par le Pouvoir adjudicateur au Titulaire au fur et à mesure des besoins.

6.1 Prestations exécutées par bons de commandes

Les missions M1, M2, M3, M4 et M5 seront commandées par l'émission de bons de commande.

Les bons de commande préciseront notamment :

- La référence de l'accord-cadre ;

- Le numéro du bon de commande ;
- Le délai d'exécution et la durée ;
- Les prestations de l'accord-cadre telles que décrites au BPU ;
- Le montant de la prestation, calculé en fonction des quantités à prévoir, sur la base des prix renseignés au BPU.
- La date de démarrage (et en l'absence de date, la date de notification vaudra date de démarrage de la mission).

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable du titulaire du présent accord-cadre. Les prix appliqués sont les prix BPU unitaires contractuels.

Ces bons de commande seront transmis par courriel avec accusé de réception, ou courrier avec recommandé du pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre.

Enfin, conformément à l'article 4 de l'Acte d'Engagement, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander l'ensemble des missions listées ci-dessus (M1 à M5) par le biais de marchés subséquents, dans le cas où ce dernier souhaiterait ajuster le contenu des missions concernées décrit au CCTP. Le cas échéant, les dispositions de l'article 6.2 du présent document s'appliquent.

6.2 Prestations exécutées par marché subséquent

Pour la mission complémentaire (M6), pour laquelle le BPU prévoit un prix au temps passé, ou M1 à M5 qui auraient besoin d'être adaptées, le pouvoir adjudicateur, lors de la survenance du besoin, adressera au titulaire de l'accord-cadre les caractéristiques et les modalités d'exécution de la mission à exécuter, non fixées dans l'accord-cadre, et lui demandera d'établir une offre opérationnelle et financière. Les marchés subséquents sont traités à prix forfaitaires.

Le pouvoir adjudicateur, lors de la survenance du besoin, adressera au titulaire de l'accord-cadre les informations sur les caractéristiques et l'ampleur des prestations, ainsi que les modalités d'exécution des prestations non fixées dans l'accord-cadre et lui demandera d'établir une proposition technique et financière, établie à partir des éléments de chiffrage de l'offre indicative correspondante.

- La proposition du titulaire sera établie par application des prix unitaires plafonds renseignés pour la mission M6 des prix nouveaux conformément à l'article 7.3 du présent document.
- Concernant les missions M1 à M5, la proposition du titulaire sera établie en application des prix unitaires plafonds renseignés dans le BPU.

La date limite de réception de cette proposition sera précisée dans la demande.

Les prix sont établis sur les mêmes bases que les prix de l'accord-cadre, à savoir les conditions économiques en vigueur au mois M0.

Après étude et acceptation de la proposition du titulaire par le pouvoir adjudicateur, un projet de marché subséquent, dont le montant aura été forfaitisé sur cette base sera alors adressé au titulaire.

Celui-ci, après l'avoir signé, la retourne au pouvoir adjudicateur de sorte que ce dernier puisse procéder à sa notification.

Les marchés subséquents, préciseront notamment :

- [?] La référence de l'accord-cadre ;
- [?] Le numéro du marché subséquent ;
- [?] Les modalités, délais d'exécution et la durée du marché subséquent ;
- [?] Les caractéristiques des prestations à réaliser ainsi que les quantités ;
- [?] Le montant.

Le titulaire s'engage à adresser une offre à l'ensemble des marchés subséquents.
Cette obligation s'applique notamment dans le cas où l'APIJ lance simultanément plusieurs marchés subséquents aux mêmes dates.

6.3 Clause de non-exclusivité

Pour les marchés subséquents, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à un tiers dans les deux cas suivants :

- En cas d'absence de réponse ou de réponse irrégulière, inacceptable ou inappropriée lors de la consultation des marchés subséquents ;
- En cas de besoin occasionnel de faible montant (inférieur à 40 000 € HT).

6.4 Règlement des prestations non prévues

Si le titulaire estime que les circonstances le justifient, il pourra établir sa proposition de forfait pour le chiffrage d'un marché subséquent en y incluant – avec les justifications utiles – des prix unitaires ne figurant pas dans le BPU annexé au présent document.

Ces prix seront établis par le titulaire, aux conditions économiques en vigueur au mois m0, et validés par le pouvoir adjudicateur.

La proposition financière sera ensuite formalisée par la signature entre les parties du marché subséquent.

6.5 Contraintes d'accès aux sites

Le site d'implantation du projet est composé majoritairement de parcelles appartenant à la ville de Vannes et des parcelles appartenant à des particuliers, en cours d'acquisition.

Le titulaire se doit d'informer préalablement le pouvoir adjudicateur de la date de ses visites au moins 1 semaine avant la date de la visite.

7 DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE TITULAIRE

A la fin de certaines missions, le titulaire fournira un document dont le contenu et la forme sont précisés dans le CCTP. En outre, les documents seront fournis sous forme de fichiers informatiques correctement organisés et documentés.

8 MODALITES DE DECLENCHEMENT ET D'ACHEVEMENT DES PRESTATIONS

8.1 Modalités de déclenchement

En application des articles R.2162-2 et R.2162-3 du Code de la commande publique, les missions peuvent être déclenchées par l'émission de bons de commande ou la notification d'un marché subséquent. Conformément à l'article R.2162-5 du Code de la commande publique, les marchés subséquents et bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre.

8.2 Modalités d'achèvement

Délais de vérifications

Par dérogation à l'article 28.2 du C.C.A.G.-P.I., la décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ou avis telles que requis au titre des éléments définis au sein du bordereau de prix doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 30 jours, à compter de la date de l'accusé de réception par l'APIJ du document ou avis à réceptionner.

L'absence de validation du maître d'ouvrage dans le délai précité ne vaut pas validation tacite.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, le titulaire n'est pas informé des jours et heures fixés pour les vérifications.

Décision

L'achèvement de chaque mission par le titulaire fera l'objet d'une décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents prise dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI, par le représentant du maître de l'ouvrage, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations. Cette validation peut être donnée par tout moyen.

8.3 Gestion des documents

Documents à remettre par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage mettra à disposition du titulaire les documents en sa possession qui seraient nécessaires à la réalisation des prestations.

Documents à remettre par le titulaire

Les documents à remettre par le titulaire à l'occasion de la réalisation des prestations sont précisés dans le CCTP.

Gestion électronique des documents

La diffusion de tous les documents d'étude sera exclusivement réalisée par un système de gestion électronique des documents, mis en place par le Titulaire du marché de travaux.

Le Titulaire du présent marché doit utiliser ce système :

- Dans le cadre des phases de conception, pour accéder aux documents d'études, le rapport d'analyse étant transmis uniquement au maître d'ouvrage,
- Dans le cadre de la phase de réalisation, pour accéder aux documents d'études et pour diffuser les documents et avis prévus dans le cadre de l'exécution de ses missions.
- Pendant toute l'exécution du marché, afin d'accéder à la maquette numérique.

9 DELAIS ET PROLONGATION

9.1 Délais d'exécution

Chaque bon de commande ou marché subséquent prend effet à sa date de notification et s'achève à la validation du dernier élément de mission par le pouvoir adjudicateur. L'exécution des prestations commencera, sauf mention contraire dans le bon de commande ou le marché subséquent, à compter de la notification du bon de commande ou de la notification du marché subséquent. Les délais prévisionnels minimum d'exécution sont précisés à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Lors de la notification d'un bon de commande ou d'un marché subséquent, le délai d'exécution de la mission sera précisé, en fonction du délai prévisionnel minimum, indiqué à l'acte d'engagement, et du contexte opérationnel.

9.2 Prolongation du délai d'exécution

Le titulaire est tenu d'informer par tout moyen le pouvoir adjudicateur de toute circonstance qui mettrait en cause le délai d'exécution prévu sur le bon de commande ou marché subséquent correspondant.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, le titulaire peut bénéficier des dispositions de l'article 13.3.1 du CCAG-PI par le simple constat par le pouvoir adjudicateur de la survenance d'événements faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel. L'importance de la prolongation de délai est débattue entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur.

La décision de prolongation est prise par le pouvoir adjudicateur et notifiée au titulaire.

10 VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

10.1 Contenu des prix

Les prix sont établis hors TVA. Ils sont réputés comprendre toutes les dépenses et sujétions résultant de l'exécution des prestations de l'accord-cadre y compris les fournitures, les locations, les déplacements (frais de transport, d'hébergement, de repas... de l'ensemble des intervenants mobilisés) les frais généraux impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix de l'accord cadre sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations. Etant précisé que cette rémunération comprend les honoraires, tous les frais de quelque nature qu'ils soient engagés par le Titulaire dans le cadre de l'exécution de sa mission et que sans que cette énumération soit limitative.

Les bons de commande seront réglés en application des prix indiqués dans le BPU.

Le prix de la mission M6 est un prix plafond.

10.2 Révision des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois M0 défini à l'acte d'engagement. Les prix des prestations sont révisables annuellement à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision du prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est l'index d'ingénierie (ING) I, publié sur le site Internet de l'INSEE.

Le coefficient de révision, Cn s'applique à chacun des prix des prestations de l'accord-cadre.

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul de la révision est donné par la formule :

$$Cn = 0,15 + 0,85 (In-4 / Io-4)$$

dans laquelle In-4 et Io-4 sont les valeurs prises respectivement par l'index I quatre mois avant le mois au cours duquel a lieu la révision et quatre mois avant le mois zéro.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs sont effectués avec au maximum quatre décimales. Pour ces calculs, l'arrondi sera pris à la décimale inférieure.

Sauf mention contraire dans les documents propres à chaque bon de commande ou marché subséquents, ceux-ci sont conclus à prix ferme et non révisables.

10.3 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire du présent accord-cadre à ses cotraitants et à ses sous-traitants éventuels et, au prestataire mandataire et à ses cocontractants en cas de groupement.

10.4 Modalités de versement de l'avance

Le montant de l'avance est égal à 5% du montant de chaque marché subséquent et/ou bons de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

L'option B prévue à l'article 11 du CCAG PI est retenue.

Conformément aux dispositions des articles R2191-3 à R2191-5 du Code de la commande publique, une avance sera versée au titulaire, sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est égal à 5 % (10% pour les TPE/PME) du montant initial du marché subséquent ou du bon de commande.

Le paiement de cette avance interviendra dans le délai de 30 jours à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du premier élément constitutif de la mission.

Son montant ne sera ni révisable, ni actualisable.

En cas de cotraitance avec paiements séparés, le présent article s'appliquera à chacune des parts de la répartition visée à l'acte d'engagement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dans les conditions décrites aux articles R.2193-17 à R.2193-21 du code de la commande publique.

10.5 Modalités de paiement

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur un projet de décompte établissant le montant en prix de base des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution des prestations réalisées, abstraction faite des pénalités pour retard et réfaction, et ce, conformément aux dispositions de l'article 11.2 du CCAG-PI.

Le pouvoir adjudicateur vérifie la demande d'acompte en fonction des prestations effectuées.

La demande d'acompte ainsi vérifiée devient alors le décompte.

Le montant de l'acompte à verser au titulaire est déterminé par le pouvoir adjudicateur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- a) le montant du décompte ci-dessus établi en prix de base, et par différence avec le décompte antérieur le montant de l'acompte à payer,
- b) les pénalités éventuelles pour retard prévues au présent accord-cadre ainsi que toute autre pénalité ou réfaction dont les éléments de liquidation sont connus,
- c) l'effet de la révision appliquée sur le montant a) ci-dessus,
- d) le moment venu, l'incidence du remboursement de l'avance,
- e) l'incidence de la T.V.A.,
- f) le montant total de l'acompte à verser ; ce montant étant la récapitulation des postes a), b), c), d) et e) ci-dessus.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI, les acomptes ne sont pas notifiés au titulaire de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI, le solde n'est pas notifié au titulaire de l'accord-cadre sauf en cas de désaccord sur le montant des prestations exécutées ou sur l'application de pénalités ou de réfections

Si après notification de la décision de réception ou de fin de mission et après avoir été mis en demeure d'adresser sa demande de paiement du solde au service facturier de l'APIJ, le titulaire ne produit pas sa demande de paiement dans un délai de 45 jours courant à compter de la réception des prestations, le pouvoir adjudicateur peut procéder d'office à la liquidation. Le pouvoir adjudicateur établit le décompte. Ce dernier est notifié au titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises.

Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande de paiement présentée par le titulaire.

10.6 Transmission des acomptes

La demande d'acompte est envoyée à la personne publique. Les situations et les pièces qui accompagnent la demande d'acompte seront transmises sous forme dématérialisées via le site Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr/>. Pour déposer une facture le n° de SIRET de l'APIJ (180 092 256 00023), le n° d'engagement juridique (fourni à la notification du présent accord-cadre) sont obligatoires. Le mode règlement est le virement administratif.

La facture comporte obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom de l'opération,
- La date de facturation,
- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le code opération, le code programme et le numéro d'EJ présent sur l'acte d'engagement,
- Le montant total hors taxes et toutes taxes comprises.

10.7 Paiement des sous-traitants

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux dispositions relatives à la sous-traitance énoncées dans le code de la commande publique.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément à l'article L.2193-4 du code de la commande publique.

Conformément à l'article L.2193-3 du code de la commande publique, en cas de sous-traitance, le titulaire reste seul responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent accord-cadre. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Conformément aux articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique, pour chaque sous-traitant présenté lors du dépôt de l'offre ou postérieurement à la notification du accord-cadre, le titulaire doit adresser au pouvoir adjudicateur un dossier de demande comprenant :

Une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix (à défaut, le sous-traitant ou le titulaire ne peuvent opposer ultérieurement ces stipulations contractuelles au pouvoir adjudicateur) ;
- e) Le cas échéant, les certificats, compétences et capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie sur :
 - une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.
 - Les justificatifs permettant d'apprécier les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Pour les sous-traitants présentés postérieurement à la notification de l'accord-cadre, le titulaire doit adresser le dossier de demande au pouvoir adjudicateur, en envoi recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé.

L'acceptation du sous-traitant présenté postérieurement à la notification de l'accord-cadre et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le titulaire et le pouvoir adjudicateur.

A l'expiration d'un délai de 21 jours, courant à partir de la réception du dossier par le pouvoir adjudicateur, le silence de ce dernier vaut obtention de l'acceptation et de l'agrément du sous-traitant. L'agrément tacite n'est pas admis s'il ne résulte pas d'une demande expresse du titulaire de l'accord-cadre présentant les justificatifs cités ci-dessus.

A défaut d'acte spécial le sous-traitant ne peut bénéficier du droit au paiement direct.

Dès la signature de l'acte spécial, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire de l'accord-cadre fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont des conditions cumulatives nécessaires pour pouvoir bénéficier du droit au paiement direct.

Conformément à l'article R.2193-10, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC, le sous-traitant est payé directement pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour obtenir le paiement des sommes dues au titre de la partie dont il assure l'exécution :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le sous-traitant peut, également, déposer sa demande de paiement sans autre formalité sur le portail de facturation mentionné à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique.
- Le titulaire dispose de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception, du récépissé ou du dépôt sur le portail de facturation mentionné pour donner son accord ou notifier un refus de paiement d'une part au sous-traitant et d'autre part au pouvoir adjudicateur. Attention en cas de dépôt sur le portail de facturation, le titulaire doit accepter ou refuser la demande de paiement sur ledit portail.
- Hors dépôt sur le portail de facturation, le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore à partir de la date de présentation de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé au pouvoir adjudicateur.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

11 PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité sauf décision expresse du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné. Ces pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard ou de l'absence ou du manquement et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations. Le nombre de jours de retard sera obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, il sera appliqué au titulaire les pénalités suivantes :

- Une pénalité de 500€ sera appliquée en cas d'absence non justifiée du titulaire à une réunion à laquelle il était convoqué ;

- Une pénalité de 100€ sera appliquée par jour calendaire de retard dans la réalisation des prestations au regard des délais définis dans le bon de commande ou le marché subséquent. Dans le cas où des modifications des rendus sont nécessaires à la suite d'observations du pouvoir adjudicateur, une pénalité de 100€ sera appliquée par jour calendaire de retard en cas de non reprise des documents dans les délais impartis ;
- Une pénalité de 1000€ sera appliquée par jour calendaire de non-respect des obligations contractuelles de confidentialité décrites à l'article 12 du présent CCAP ;
- En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 15 du présent CCAP, une pénalité de 300€ par jour calendaire sera appliquée. Parallèlement, le pouvoir adjudicateur mettra en demeure le titulaire de lui transmettre ces pièces. A défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire.
- Une pénalité de 50€ par infraction constatée sera appliquée en cas de manquement à l'obligation du Titulaire de transmettre les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail
- Une pénalité de 1000 euros sera appliquée dès que le représentant du pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail.
- 1 000 € HT par infraction constatée dans le cadre de la découverte d'un sous-traitant non déclaré ;
- Une pénalité de 50 € sera appliquée sur simple constat du maître d'ouvrage d'une erreur ou omission nécessitant de se déplacer de nouveau sur site
- Une pénalité de 50 € sera appliquée sur simple constat du maître d'ouvrage d'une erreur ou omission nécessitant la mise à jour du rapport ; cette pénalité ne fait pas obstacle au calcul de la pénalité pour retard dans la livraison du document

En outre, l'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se verra sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté.

Il ne sera pas appliqué de pénalités de retard si le retard dans l'exécution des prestations objet d'un bon de commande est imputable au pouvoir adjudicateur.

12 CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

12.1 Confidentialité

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution de l'accord-cadre dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf précision contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au titulaire sont réputés confidentiels. Il devra veiller à les maintenir confidentiels en prenant toutes les mesures nécessaires.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- S'interdire, sauf autorisation de l'APIJ, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers ;
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre ;
- Ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;

- Prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- Prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- Signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- Procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- Remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à l'article 11 du présent CCAP, la **responsabilité du titulaire** pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

12.2 Mesures de sécurité

Le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à détenir tous les supports physiques d'information relatifs à l'opération dans un ou des lieux sécurisés par leurs soins (papier, serveur informatique, sauvegarde sur bandes).

Les documents informatiques doivent être conservés sur un serveur lui-même sécurisé face aux vols informatiques depuis l'intranet et l'internet. Sur demande explicite du maître d'ouvrage, la communication des documents par courriel, ou sur tout support informatique peut faire l'objet d'un cryptage des données par un logiciel freeware (libre de droits) fonctionnant sur le système d'exploitation Windows ©.

La communication postale de tout support d'informations est proscrite, sauf autorisation préalable du maître d'ouvrage.

Tous les documents destinés à être détruits doivent être broyés au préalable.

13 RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions fixées aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

13.1 Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI, l'APIJ se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet des bons de commande ou des marchés subséquents.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

Par dérogation à l'article 22 du CCAG-PI, l'arrêt des prestations des bons de commande ou des marchés subséquents n'entraîne pas la résiliation de l'accord-cadre.

13.2 Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Le pourcentage à prendre en considération pour le calcul de la somme forfaitaire à verser au titulaire, en application de l'article 40 du CCAG-PI pour la partie résiliée est fixé à 1% du montant des prestations en cours d'exécution (bons de commande ou marché subséquent).

L'accord cadre étant conclu sans montant minimal de commande, la résiliation de celui-ci n'ouvre droit à aucune indemnité.

13.3 Résiliation aux torts du titulaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis conformément aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-9 et R.2143-16 du code de la commande publique, l'accord cadre sera résilié aux torts du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, sans mise en demeure.

L'accord-cadre peut également être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, avec exécution des prestations à ses frais et risques, en cas de non remise au pouvoir adjudicateur des documents prévus aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8254-2 du Code du travail et/ou si celui-ci n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail.

13.4 Résiliation aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, l'accord-cadre pourra être réalisé aux frais et risques du titulaire.

14 EXCLUSIVITE ET CONFLITS D'INTERETS

14.1 Exclusivité d'achat auprès des titulaires

Seul le titulaire de l'accord cadre peut se voir attribuer des bons de commande ou marchés subséquents, sous réserve des dispositions de l'article 7.3 du présent document pour les marchés subséquents.

14.2 Conflits d'intérêts

Le titulaire de l'accord-cadre et, le cas échéant, les sociétés cotraitantes du groupement titulaire, ainsi que les éventuels sous-traitants, s'engagent, sous peine de résiliation à leurs torts, à signaler au pouvoir adjudicateur, pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, toute situation ou tout événement susceptible de faire naître un conflit d'intérêt entre l'exécution des missions faisant l'objet du présent accord-cadre, et leur structure capitalistique, leurs liens avec d'autres entreprises et/ou leur politique commerciale. Le titulaire devra alors soumettre à l'approbation du pouvoir adjudicateur les dispositions qu'il se propose de mettre en œuvre pour faire disparaître ce conflit d'intérêt.

Est ici entendu comme conflit d'intérêt toute situation dans laquelle le titulaire, ses cotraitants et les sous-traitants seraient amenés à porter un jugement ou à participer à une prise de décision, dont eux-mêmes pourraient tirer un bénéfice direct ou indirect dans le cadre de leurs activités.

Les articles 433-1, 432-12 et 432-14 du Code pénal punissent respectivement les délits de corruption, conflit d'intérêt et le délit de favoritisme.

En tant que personne dépositaire de l'autorité publique, l'APIJ entre dans le champ d'application de ces infractions.

Ces délits peuvent entraîner une peine d'emprisonnement entre 2 à 10 ans, accompagnée d'une amende de 200 000 à 1 000 000 euros.

15 OBLIGATION POUR LE TITULAIRE DE TRANSMETTRE LES PIÈCES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE ET TRAVAILLEURS DETACHES

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de remettre au maître d'ouvrage, à la notification de l'accord-cadre et **tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre** les pièces prévues par les articles D 8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche
- sa nationalité
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit, à la plateforme en ligne E ATTESTATIONS, en vue de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution de l'accord-cadre peut entraîner la résiliation de plein droit de l'accord-cadre par le maître d'ouvrage, sans indemnisation.

Le candidat s'engage à maintenir la validité du contrat d'assurance RC pendant toute la durée d'exécution du présent accord-cadre.

Obligations du titulaire au titre du détachement des salariés

Si le titulaire de l'accord-cadre est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 du Code du travail.

16 RESPONSABILITES ET ASSURANCES

16.1 Responsabilités

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, il répond notamment des responsabilités et garanties sur le fondement des principes inspirés par les articles 1792, 1792-2 et 1792-3 du Code Civil.

16.2 Assurances

Le titulaire devra être titulaire d'une police destinée à garantir sa responsabilité civile, en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Le titulaire doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il dispose d'une attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun valable dès le début de sa mission jusqu'à la fin de son intervention, il s'engage alors à fournir périodiquement, et au moins au cours du 1er trimestre de chaque année, une attestation dont la date de validité sera en cohérence avec la durée de sa mission.

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit, à la plateforme en ligne E ATTESTATIONS, en vue de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution de l'accord-cadre peut entraîner la résiliation de plein droit de l'accord-cadre par le maître d'ouvrage, sans indemnisation.

Le titulaire s'engage à maintenir la validité du contrat d'assurance RC pendant toute la durée d'exécution du présent accord-cadre.

17 REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de litiges entre les parties au contrat, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Melun.

18 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG-PI, le présent CCAP ne comporte pas d'article recensant les dérogations au CCAG auquel il se réfère.

Fin du document